

Après Nathalie, en voilà deux autres qui veulent faire un audit. Voilà qui va faire plaisir aux fonctionnaires de la préfecture et du ministère des finances qui, à notre demande, en réalisent un tous les ans, ainsi qu'aux magistrats de la *Chambre régionale des comptes* qui ont conclu leur arrêt par : « les mesures de redressement prises sont suffisantes ».

Les cadres communaux spécialistes de la dette et des financements apprécieront la confiance qui leur est témoignée par ces candidats...

Habile, mais il faut tout dire... Depuis 2008, on a remunicipalisé le ménage, les espaces verts, le parking, l'eau, le périscolaire, la télésurveillance. Ce qu'on paye en postes, on le payait – et plus cher – en factures de services ou subventions. Et on a accru la police municipale (il ne fallait pas ?...). Et malgré ce, Sandra se trompe : nous en sommes à 1492 équivalents temps plein, parce que nous ne remplaçons qu'un départ à la retraite sur deux.

# Les finances et la gestion communale

Une collectivité locale devenue un commerce vendant ses services pour s'en sortir ? C'est original et inédit. Les vrais acteurs économiques apprécieront...

**Samir Ben Mihoub** : « Nous réaliserons un audit et ferons appel à un cabinet spécialisé pour renégocier les emprunts. Nous proposons de rallonger la durée de la dette pour alléger la durée de la dette pour alléger les annuités et dégager des marges pour l'investissement. Pour générer des recettes, il est possible de faire fonctionner à pleine capacité des services qui ne le sont pas, comme la cuisine centrale. Et nous irons chercher des financements dans toutes les niches, Europe et Etat notamment ».

**Patrice Bessone** : « La dette de la ville ne permet pas de réaliser les investissements nécessaires. Et demain, il y aura moins de recettes fiscales avec la suppression de la taxe d'habitation. Comme on ne peut pas augmenter les impôts, il faut aller chercher l'argent ailleurs. Mais récupérer des financements, c'est un vrai métier. Aussi, pour ne pas louer les appels d'offres auxquels la ville pourrait répondre, il faut avoir une délé-

gation de juristes et de personnes dédiées ».

**Dorian Minoz** : « Nous ferons un audit complet de la situation économique pour voir où on met les pieds. Il faudra renégocier les emprunts, réduire les dépenses de communication et du cabinet du maire, et aller chercher des financements auprès de TPM, de l'Etat, de la Région et du Département. Nous n'augmenterons pas les impôts et, si possible, les baisserons durant le dernier tiers du mandat ».

**Nathalie Bicaïs** : « Nous proposons de relancer les partenariats avec des opérateurs privés, notamment pour réhabiliter le centre-ville. Et d'aller chercher de l'argent auprès de l'Europe car on n'a jamais réussi à le faire de façon puissante. Pour la relance économique, nous avons des atouts, la mer et le tourisme notamment, c'est là-dessus que nous pouvons créer des richesses. Et faire venir des gens qui paieront des im-

pôts ».

**Marie Vuillemot** : « Mes concurrents veulent réaliser un audit ? Avant de dépenser des sous, voyez le rapport de la Chambre des comptes, qui nous suit chaque année. Quand nous avons été élus, la durée de désendettement était de 99 ans. Il a fallu agir sur tous les leviers. Les dépenses ont été ramenées au niveau de 2002. Les charges de personnel sont certes élevées, mais c'est un parti pris car le service public est un moyen de réguler les inégalités, et permet de ne pas acheter des services au privé. On a réussi à se débarrasser de 27 millions d'emprunts toxiques. Au final, nous avons ramené la durée de désendettement à 12 ans et fait continuer comme cela ».

**Sandra Torres** : « Il est vrai que la dette a baissé, ceux qui disent le contraire mentent. Sur le budget de la ville, les charges de personnel représentent 59 %. En 2008, il y avait 1 362 agents communaux ; en 2019,

il y en a 1599. Une mairie se gère en bon père / mère de famille. Il faut maîtriser ses charges et augmenter ses recettes. Nous ferons une proposition permettant, plutôt que de faire payer les contribuables, de prendre les recettes auprès des usagers ».

**Serge Daninos** : « La taxe foncière est la plus forte de France. La loi permet d'harmoniser les taxes entre les communes de la métropole, alors il faut que les autres augmentent la leur et que nous baissions la nôtre. Arthur Paecht avait baissé les impôts de 7 % ; il faut faire mieux. C'est possible avec de nouveaux habitants et / ou de nouvelles entreprises, à Brégaillon et en centre-ville où je propose aussi de créer un pôle mère-enfant. Et sur le site des chantiers, je propose de créer un site historique qui rappellera à tous comment c'était avant ».

**Eric Patentreger** : « Il faut augmenter les recettes (c'est possible car, avec nous, La Seyne aura une nouvelle

image de ville écolo qui attirera des entreprises) et baisser les dépenses (en réduisant le coût d'électricité par la généralisation des Led, et en baissant le coût de la gestion de l'eau, ainsi que la masse salariale en ne remplaçant qu'un départ sur deux à la retraite) ».

**Philippe Le Sausse** : « Il faut former des gens pour récupérer des fonds européens. Et profiter du potentiel touristique, qui va de la plongée au parapente, pour développer le tourisme qui générera des recettes. Je propose de créer une Cité de la mer, sur le site de l'Atelier mécanique, en réunissant tous les acteurs (Iremer, CNRS, Comex, CNIM, pêcheurs...) et en y installant un sous-marin à visiter. Cela créera des emplois en plus de 4 salles de ciné (au lieu de 9).

Lire également en page suivante

Les entreprises ? Elles payent pas d'impôt à la commune !

Remplacer les ampoules par des led ? On le fait déjà. Baisser le coût de l'eau, on le fait déjà. Le prix du m3 pour nos foyers est le plus bas de la métropole...

Oups ! Avant nous, le budget de communication était de 1,4 millions d'euros. Il est aujourd'hui de 200.000 euros. Comment Dorian peut-il faire mieux ?

Des nouveaux contribuables ? Les seuls impôts que perçoit la commune sont les locaux, et bientôt plus que la taxe foncière. « Faire venir des gens qui paieront des impôts », cela signifie qu'il faut accroître le nombre de logements. C'est ce qu'a cru notre prédécesseur. On a vu le résultat à *Porte Marine*, au *Gai Versant* ou à *Vignelongue*. Et dire que les mêmes hurlent à la « bétonisation » !!!

Démagogie mensongère ! Le maire perçoit 2.400 euros mensuels. Outre le non remplacement du chauffeur à son départ à la retraite, toutes les voitures de fonction de son cabinet ont été supprimées. Sauf la sienne, anciennement une *Peugeot 407 V6*, remplacée par une... *Renault Clio* ! Et celle du directeur des services, remplacée par... un scooter.

Merci, Sandra, d'être honnête. Et de rectifier les énormités de certains autres...

Faux ! C'est la plus forte du Var, pas de France. La faute à qui, Serge ? À quelle équipe municipale ?

Approximations, rêves, mensonges, erreurs, méconnaissances des Lois, nous voilà beaux...